

# LE TEMPS

---

Crise de la dette grecque 10:13

## L'Union européenne demande des gages

Par Richard Werly, Bruxelles

**La cinquième tranche de l'aide européenne ne sera pas débloquée avant l'adoption, par le parlement grec, d'un nouveau plan d'austérité – décision cette nuit des ministres des Finances de l'Eurogroupe réunis à Luxembourg, qui redoublent la pression. Les discussions se poursuivent aujourd'hui**

L'argent est disponible. L'accord politique au niveau européen est acquis. Mais les ministres des Finances de l'Eurogroupe, réunis depuis hier soir à Luxembourg et de nouveau aujourd'hui, refusent de faire un nouveau pas dans le sauvetage financier de la Grèce sans obtenir d'Athènes les garanties les plus fermes. Le vote de confiance au gouvernement remanié du premier ministre George Papandreou, attendu mardi soir, sera donc déterminant.

La décision, prise au milieu de la nuit, d'attendre encore quelques semaines pour débloquer une nouvelle tranche de prêts de douze milliards d'euros – [la cinquième puisée dans les 110 milliards approuvés en mai 2010](#) – est avant tout un signal fort aux Grecs, à leurs autorités et à leurs partis politiques pour exiger, avant tout nouveau geste financier, une approbation la plus massive possible du second paquet de réformes recommandé par la «troïka» (Banque centrale européenne, Commission européenne, Fonds monétaire international). Dans leur rapport rendu début juin après trois semaines de séjour en Grèce, ses experts avaient souligné les retards considérables pris dans l'application des mesures d'austérité décidées depuis un an pour reprendre le contrôle de la dette publique grecque, proche de 150% du PIB du pays.

L'instabilité des marchés est-elle, dans ces conditions, assurée de se poursuivre? Oui, mais trois éléments devraient en limiter les effets. Le premier est la poursuite, ce lundi, de la réunion des grands argentiers de l'Eurogroupe puis de l'UE, qui devraient sceller leur «accord de principe» pour un nouveau plan d'aide pour la Grèce, impliquant les créanciers privés sur une base volontaire. En clair, le dispositif financier européen sera calé, avec le soutien des pays les plus exigeants, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. Second facteur a priori rassurant: le sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE qui, jeudi et vendredi à Bruxelles, devrait redire sa détermination à tout faire pour sauver l'euro et obtenir des fermes garanties du premier ministre grec George Papandreou sur un prochain vote du plan de réformes au parlement. Le fait que ce dernier arrive à Bruxelles fort d'un vote solide au parlement mardi sera évidemment crucial. Troisième élément: les partis politiques grecs les moins disposés à appuyer le gouvernement d'Athènes savent maintenant qu'ils devront en assumer les conséquences et qu'un «Non» aux réformes entraînerait une banqueroute nationale. De quoi freiner leurs ardeurs...

Le problème structurel de nouveau révélé par les tardives discussions de l'Eurogroupe dimanche est en revanche le manque de confiance intra-européen. Clairement, le doute subsiste sur la capacité de la Grèce à se réformer et à remettre sur les rails ses finances publiques. Un autre doute porte sur le nombre de créanciers privés qui accepteront, comme l'exige l'Allemagne, de partager le fardeau en souscrivant de nouveau dans les prochains mois à des obligations grecques à l'échéance de celles qu'ils détiennent aujourd'hui. Cet élément sera déterminant dans la mise au point du nouveau plan

20.06.2011

LeTemps.ch | L'Union européenne de...

d'aide pour Athènes, qui pourrait atteindre 85 milliards d'euros. Or, comme toujours dans pareil domaine: tant que tous les détails du plan ne sont pas finalisés, rien n'est vraiment réglé...

**LE TEMPS** © 2011 Le Temps SA